

Commission paritaire du commerce de détail indépendant

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 8 NOVEMBRE 2001
RELATIVE A LA GARANTIE D'UN REVENU MINIMUM MENSUEL
MOYEN**

Chapitre Ier - Champ d'application

Article 1er

La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire du commerce de détail indépendant.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par travailleurs le personnel employé masculin et féminin.

Article 2

La présente convention collective de travail ne s'applique pas :

- aux employés qui sont habituellement occupés au travail durant des périodes inférieures à un mois civil;
- aux personnes occupées dans une entreprise familiale où ne travaillent habituellement que des parents, des alliés ou des pupilles sous l'autorité exclusive du père, de la mère ou du tuteur.

Article 3

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen du 6 juillet 1999 et celle du 15 juin 2001.

Chapitre II - Principes

Article 4

Un revenu minimum mensuel moyen de 47.066 F (1166,74 EURO) est garanti aux employés de 21 ans ou plus accomplissant des prestations normales de travail à temps plein et pour autant qu'ils soient occupés dans les entreprises qui emploient moins de 20 travailleurs.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
21 -11- 2001	19 -12- 2001	60352 601201

Article 5

Un revenu minimum mensuel moyen de 46.026 F (1140,95 EURO) est garanti aux employés de 21 ans ou plus accomplissant des prestations normales de travail à temps plein et pour autant qu'ils soient occupés dans les entreprises qui emploient 20 travailleurs ou plus.

Au 1er octobre 2001, ce revenu minimum mensuel moyen est augmenté de 500 F (12,39 EURO) dans les entreprises qui emploient 20 personnes ou plus.

Article 6

Un revenu minimum mensuel moyen de 48.359 F (1198,79 EURO) est garanti aux employés de 21 ans ou plus accomplissant des prestations normales de travail à temps plein et ayant une ancienneté de six mois dans l'entreprise et pour autant que l'entreprise emploie moins de 20 travailleurs.

Article 7

Un revenu minimum mensuel moyen de 47.318 F (1172,98 EURO) est garanti aux employés de 21 ans ou plus accomplissant des prestations normales de travail à temps plein et ayant une ancienneté de six mois dans l'entreprise et pour autant que l'entreprise emploie 20 travailleurs ou plus.

Au 1er octobre 2001, ce revenu minimum mensuel moyen est augmenté de 500 F (12,39 EURO) dans les entreprises qui emploient 20 personnes ou plus.

Article 8

Un revenu minimum mensuel moyen de 49.822 F (1235,06 EURO) est garanti aux employés de 22 ans ou plus accomplissant des prestations normales de travail à temps plein et ayant une ancienneté de douze mois dans l'entreprise et pour autant que l'entreprise emploie moins de 20 travailleurs.

Article 9

Un revenu minimum mensuel moyen de 48.782 F (1209,27 EURO) est garanti aux employés de 22 ans ou plus accomplissant des prestations normales de travail à temps plein et ayant douze mois d'ancienneté dans l'entreprise et pour autant que l'entreprise emploie 20 travailleurs ou plus.

Au 1er octobre 2001, ce revenu minimum mensuel moyen est augmenté de 500 F (12,39 EURO) dans les entreprises qui emploient 20 personnes ou plus.

Article 10

Les employés âgés de moins de 21 ans accomplissant des prestations normales de travail à temps plein bénéficient d'un revenu minimum mensuel moyen égal aux pourcentages définis ci-après du revenu garanti fixé aux articles 4 à 9 :

- à 21 ans : 94 %
- à 19 ans : 88 %
- à 18 ans : 82 %
- à 17 ans : 76 %
- à 16 ans et moins : 70 %

Article 11

Par prestations normales de travail à temps plein, on entend le travail effectivement fourni à concurrence de la durée du travail hebdomadaire, telle que prévue à l'article 19 de la loi sur le travail du 16 mars 1971, modifiée par la loi du 20 juillet 1978.

Article 12

Pour le personnel employé occupé à temps partiel, le revenu minimum mensuel moyen garanti, fixé aux articles 4 à 9, est calculé proportionnellement à la durée de la prestation de travail mensuelle.

Article 13

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par revenu minimum mensuel moyen :

- la rémunération mensuelle garantie par les barèmes de rémunérations fixés par la commission paritaire, les conventions collectives d'entreprises ou les contrats de travail individuels d'employés. Dans la rémunération mensuelle doivent être comprises aussi bien la partie fixe que la partie variable;
- l'équivalence mensuelle des primes et autres avantages, éventuellement payés en nature, accordés en vertu de conventions collectives de travail, de conventions d'entreprises, de contrats de travail individuels d'employés ou des usages.

Article 14

Sont toutefois exclus pour la détermination du revenu minimum mensuel moyen :

- les compléments pour le travail supplémentaire fixés par l'article 29, § 1er de la loi sur le travail du 16 mars 1971, modifié par la loi du 20 juillet 1978;
- les avantages prévus par les dispositions de l'article 19, § 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs;
- les primes ou indemnités accordées en contrepartie des frais réellement exposés par les employés;
- les prestations sociales légales et complémentaires dues à l'occasion des périodes de suspension du contrat de louage de travail, telles que les indemnités de maladie, les allocations de chômage partiel et les simples et doubles pécules de vacances.

Chapitre III - Modalités d'application

Article 15

§ 1er - Au moment du paiement de la prime prévue au chapitre V de la convention collective de travail du septembre 2001, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce de détail indépendant, fixant les conditions de travail et de rémunération, un décompte des rémunérations mensuelles payées est établi, ainsi que des autres avantages accordés, dont question à l'article 9 de la présente convention collective de travail, pendant les douze mois précédents ou de la partie de ces douze mois réellement accomplie.

§ 2 - Lorsque le décompte dont question au § 1er est inférieur au total des montants mensuels du revenu minimum mensuel moyen garanti par la présente convention collective de travail pour la période pour laquelle le décompte mentionné au § 1er a été établi, la différence est payée sous forme de complément au moment du paiement de la prime dont question au chapitre V de la convention collective de travail du septembre 2001, mentionnée au § 1er.

§ 3 - En cas de cessation de l'exécution du contrat de travail avant la date prévue par le présent article, le réajustement éventuel s'effectue au moment même de la cessation.

Article 16

Pour les employés dont les rémunérations sont totalement ou partiellement variables, le revenu minimum mensuel moyen est calculé sur la base de la moyenne des revenus mensuels des douze derniers mois ou de la partie de ces douze mois réellement accomplie.

Pour la détermination du revenu minimum mensuel moyen, il est fait abstraction des mois de travail incomplets.

Chapitre IV - Liaison à l'indice des prix à la consommation

Article 17

Le montant du revenu minimum mensuel moyen fixé aux articles 4 à 9 correspond à l'indice de référence 108,34, pivot de la tranche de stabilisation 106,22 - 110,51.

Moyennant le respect des dispositions contenues dans l'arrêté royal n°. 156 modifiant la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants et l'arrêté royal n°. 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération des rémunérations, le revenu minimum mensuel moyen est lié à l'évolution de l'indice des prix à la consommation, conformément aux dispositions du chapitre IV de la convention collective de travail du septembre 2001, mentionnée à l'article 11, § 1er.

Chapitre V : Dispositions finales

Article 18

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er septembre 2001 et est conclue pour une durée indéterminée.

Article 19

Elle ne peut être dénoncée que par une des parties signataires et ce moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire du commerce de détail indépendant et aux organisations signataires de la présente convention collective de travail.

Article 20

Ce préavis prend cours le premier jour du mois suivant celui au cours duquel il est notifié.

Article 21

L'organisation qui prend l'initiative de la dénonciation doit en indiquer les motifs et déposer simultanément des propositions constructives que les autres organisations s'engagent à discuter au sein de la Commission paritaire dans le délai d'un mois de la réception.

Article 22

En cas de non-conclusion à l'expiration du délai de préavis, les avantages et les obligations découlant de la présente convention collective de travail continuent à avoir leurs effets envers les employeurs et les employés visés à l'article 1er, jusqu'au moment de la conclusion d'une nouvelle convention collective de travail avec un maximum de douze mois prenant cours à l'expiration du délai de préavis.

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN
8 NOVEMBER 2001 BETREFFENDE DE WAARBORG VAN EEN
GEMIDDELD MINIMUM MAANDINKOMEN**

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGBIED

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair comité voor de zelfstandige kleinhandel.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder werknemers verstaan het mannelijk en vrouwelijk bedienden-personeel.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing:

- op de bedienden die gewoonlijk zijn tewerkgesteld gedurende een periode welke minder dan een kalendermaand bedraagt
- op de personen die zijn tewerkgesteld in een familieonderneming waar gewoonlijk alleen bloedverwanten, aanverwanten of pleegkinderen arbeid verrichten onder het uitsluitend gezag van de vader, de moeder of de voogd.

Artikel 3

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst betreffende het gewaarborgd minimum maandinkomen van 6 juli 1999 en die van 15 juni 2001.

HOOFDSTUK II - BEGINSELEN

Artikel 4

Een gemiddeld minimum maandinkomen van 47 066 fr. (1166,74 EURO) wordt gewaarborgd aan de bedienden van 21 jaar of ouder die normale voltijdse arbeidsprestaties leveren en voor zover ze tewerkgesteld worden in ondernemingen met minder dan 20 werknemers.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
21 -11- 2001	19 -12- 2001	N° 60352 140/201

Artikel 5

Een gemiddeld minimum maandinkomen van 46.026 fr. (1140,95 EURO) wordt gewaarborgd aan de bedienden van 21 jaar of ouder die normale voltijdse arbeidsprestaties leveren en voor zover ze tewerkgesteld worden in ondernemingen met 20 of meer werknemers.

In de ondernemingen die 20 werknemers of meer tewerkstellen wordt dit gemiddeld minimum maandinkomen op 1 oktober 2001 verhoogd met 500 fr. (12,39 EURO).

Artikel 6

Een gemiddeld maandinkomen van 48.359 fr. (1198,79 EURO) wordt gewaarborgd aan de bedienden van 21 jaar of ouder, die normale arbeidsprestaties leveren en zes maanden anciënniteit hebben in de onderneming en voor zover deze onderneming minder dan 20 werknemers tewerkstelt.

Artikel 7

Een gemiddeld maandinkomen van 47.318 fr. (1172,98 EURO) wordt gewaarborgd aan de bedienden van 21 jaar of ouder, die normale arbeidsprestaties leveren en zes maanden anciënniteit hebben in de onderneming en voor zover deze onderneming 20 werknemers of meer tewerkstelt.

In de ondernemingen die 20 werknemers of meer tewerkstellen wordt dit gemiddeld minimum maandinkomen op 1 oktober 2001 verhoogd met 500 fr. (12,39 EURO).

Artikel 8

Een gemiddeld minimum maandinkomen van 49.822 fr. (1235,06 EURO) wordt gewaarborgd aan de bedienden van 22 jaar of ouder, die normale voltijdse arbeidsprestaties leveren en twaalf maanden anciënniteit hebben in de onderneming en voor zover deze onderneming minder dan 20 werknemers tewerkstelt.

Artikel 9

Een gemiddeld minimum maandinkomen van 48.782 fr. (1209,27 EURO) wordt gewaarborgd aan de bedienden van 22 jaar of ouder, die normale voltijdse arbeidsprestaties leveren en twaalf maanden anciënniteit hebben in de onderneming en voor zover deze onderneming 20 of meer werknemers tewerkstelt.

In de ondernemingen die 20 werknemers of meer tewerkstellen wordt de bovengemelde gemiddelde minimum maandinkomens op 1 oktober 2001 verhoogd met 500 fr. (12,39 EURO).

Artikel 10

De bedienden van minder dan 21 jaar, die normale voltijdse arbeidsprestaties leveren, hebben recht op een gemiddeld minimum maandinkomen dat gelijk is aan navolgende percentages van het gewaarborgd inkomen bepaald bij de artikelen 4 tot en met 9:

- op 20 jaar : 94 %
- op 19 jaar : 88 %
- op 18 jaar : 82 %.
- op 17 jaar : 76 %
- op 16 jaar en minder : 70 %

Artikel 11

Onder normale voltijdse arbeidsprestaties worden verstaan de werkelijk geleverde arbeid, ten belope van de wekelijkse arbeidsduur, zoals deze is vastgesteld bij artikel 19 van de arbeidswet van 16 maart 1971, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1978.

Artikel 12

Voor het bediendenpersoneel dat met onvolledige dienstbetrekking is tewerkgesteld, wordt het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen, bepaald in de artikelen 4 tot en met 9 berekend naar rata van de duur van de maandelijkse arbeidsprestatie.

Artikel 13

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder gemiddeld minimum maandinkomen verstaan:

- het maandloon dat is gewaarborgd door de loonschalen welke zijn vastgesteld door het Paritair comité, de collectieve ondernemingsovereenkomsten of de individuele arbeidsovereenkomsten voor bedienden. In het maandloon moet zowel het vaste als het veranderlijke gedeelte worden begrepen
- de tegenwaarde per maand van de premies en andere voordelen, eventueel in natura betaald, welke worden toegekend krachtens collectieve arbeidsovereenkomsten, ondernemingsovereenkomsten, individuele arbeidsovereenkomsten voor bedienden of de gebruikers.

Artikel 14

Worden evenwel uitgesloten voor de bepaling van het gemiddeld minimum maandinkomen:

- de aanvullingen voor overwerk bepaald door artikel 29, § 1 van de arbeidswet van 16 maart 1971, gewijzigd bij de wet van 20 juli 1978
- de voordelen welke worden bedoeld in de bepalingen van artikel 19, § 2 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders
- de premies of vergoedingen welke worden uitgekeerd wegens werkelijke door de bedienden gedragen kosten
- de wettelijke en aanvullende sociale prestaties die worden toegekend naar aanleiding van schorsingsperiodes van de arbeidsovereenkomst zoals ziekte-uitkeringen, werkloosheidsuitkeringen bij gedeeltelijke werkloosheid, enkel en dubbel vakantiegeld.

HOOFDSTUK III - TOEPASSINGSMODALITEITEN

Artikel 15

§ 1 - Op het ogenblik van de betaling van de premie voorzien in hoofdstuk V van de collectieve arbeidsovereenkomst van september 2001, gesloten in het Paritair comité voor de zelfstandige kleinhandel, tot vaststelling van de arbeids- en loonvoorwaarden, wordt een afrekening opgemaakt van de betaalde maandlonen alsook van de andere toegekende voordelen, waarvan sprake in artikel 9 van deze collectieve arbeidsovereenkomst, gedurende de voorafgaande twaalf maanden of het effectief gepresteerde gedeelte van deze twaalf maanden.

§ 2 - Wanneer de afrekening waarvan sprake in § 1 lager is dan het totaal van de maandbedragen van het gemiddeld minimum maandinkomen dat wordt gewaarborgd door deze collectieve arbeidsovereenkomst voor de periode waarvoor de afrekening vermeld in § 1 werd opgemaakt, wordt het verschil als complement betaald op het ogenblik van de betaling van de premie waarvan sprake in hoofdstuk V van de collectieve arbeidsovereenkomst van september 2001, vermeld onder § 1.

§ 3 - In geval van beëindiging van de arbeidsovereenkomst voor de in dit artikel voorziene datum wordt de gebeurlijke aanpassing gedaan op het ogenblik zelf van de beëindiging.

Artikel 16

Voor de bedienden die volledig of gedeeltelijk met een veranderlijk loon worden betaald, wordt het gemiddeld minimum maandinkomen berekend op basis van het gemiddelde van de maandinkomens van de laatste twaalf

maanden of op het effectief gepresteerde gedeelte van deze twaalf maanden.

Voor de bepalingen van het gemiddeld minimum maandinkomen wordt geen rekening gehouden met onvolledige werkmaanden.

HOOFDSTUK IV - KOPPELING AAN HET INDEXCIJFER DER CONSUMPTIEPRIJZEN

Artikel 17

Het bedrag van het gemiddeld minimum maandinkomen vastgesteld in de artikelen 4 tot en met 9 staat tegenover het referte-indexcijfer 108,34 spil van de stabilisatieschijf 106,22 - 110,51.

Mits in acht name van de beschikkingen van het koninklijk besluit nr. 156 tot wijziging van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmede rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld en het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging, is het gemiddeld minimum maandinkomen gekoppeld aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV van de collectieve arbeidsovereenkomst van september 2001, vermeld in artikel 11, § 1.

HOOFDSTUK V - SLOTBEPALINGEN

Artikel 18

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2001 en is gesloten voor een onbepaalde tijd.

Artikel 19

Zij mag slechts worden opgezegd door een van de ondertekenende partijen en zulks mits een opzegging van drie maanden welke wordt betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair comité voor de zelfstandige kleinhandel en aan de ondertekenende organisaties van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Artikel 20

Deze opzegging neemt een aanvang op de eerste dag van de maand welke volgt op deze waarin zij wordt betekend.

Artikel 21

De organisatie welke het initiatief neemt van de opzegging moet de redenen ervan opgeven en gelijktijdig opbouwende voorstellen neerleggen welke door de andere organisaties in het Paritair comité moeten worden besproken binnen een termijn van een maand na hun ontvangst.

Artikel 22

Bij ontstentenis van een akkoord voor het verstrijken van de opzeggingstermijn blijven de voordelen en verplichtingen welke voortvloeien uit deze collectieve arbeidsovereenkomst hun uitwerking hebben ten overstaan van de werkgevers en bedienden die zijn bedoeld in artikel 1, tot op het ogenblik dat een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst met een maximumtermijn van twaalf maanden, te rekenen vanaf het verstrijken van de opzeggingstermijn, wordt gesloten.